



CSE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Conception, réalisation Mediaprev

Réimpression Janvier 2025
Imprimé En France

En vertu de l'article L335-2, toute utilisation frauduleuse et tout détenteur frauduleux seront systématiquement poursuivis, qu'ils soient privés, publics ou organismes publics.

L'éditeur ainsi que tous les auteurs ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation ou de l'application par les lecteurs des indications mentionnées dans cet ouvrage.

Ce livre est un support qui vient en appui de la formation dispensée par un organisme ou une association habilités.



Imprimé sur du papier issu de forêts gérées durablement, par un imprimeur certifié Imprim'vert.

ACTEURS DE LA PRÉVENTION



CSE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

FORMATION SSCT DES MEMBRES DU CSE



MEDIAPREV

1 Textes réglementaires de référence	4
2 Rôle, Moyens et fonctionnement du CSE	7
2.1 Le rôle du CSE au sein de l'établissement de 11 à 49 salariés	7
2.2 Le rôle du CSE au sein de l'établissement de 50 salariés et plus	8
2.3 Les modalités de création du CSE	9
2.4 Élection des membres	11
2.5 Fonctionnement du CSE	12
2.6 Les moyens dont dispose le CSE	16
2.7 Spécificité des installations classées	19
2.8 Les différents membres présents aux réunions du CSE (50 salariés et plus)	20
3 Obligations et responsabilités	21
3.1 Les obligations de chacun en matière de santé et sécurité au travail	21
3.2 Notion de responsabilité	21
3.3 Les différentes juridictions	22
3.4 Notion de fautes et délits	22
4 Les différents acteurs de la prévention	24
4.1 Les acteurs internes et externes	24
4.2 Les rôles et missions de chaque acteur	25
5 La prévention, définition et notions importantes	31
5.1 Définitions	32
5.2 Notions de prévention	34
5.3 Les différentes valeurs du management de la santé et sécurité au travail	36
5.4 Les indicateurs en santé et sécurité au travail	36
6 Les missions du CSE	37
6.1 Inspection des locaux (50 salariés et plus)	37
6.2 Intervention lors d'un Danger Grave et Imminent	37
6.3 Enquête lors des accidents du travail et maladies professionnelles	40
6.4 Les missions d'aménagement important (50 salariés et plus)	41
6.5 Les missions du CSE vis-à-vis des conditions de travail (50 salariés et plus)	42
6.6 Les compétences spécifiques du CSE à l'égard des personnes	43
6.7 Les missions d'étude au regard de certains documents	43
7 L'analyse de l'accident de travail	48
7.1 Le recueil des faits	49
7.2 L'analyse des faits	53
7.3 L'élaboration des mesures de prévention	59
7.4 L'efficacité des mesures de sécurité	61



FORMATIONS AUX RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Art. R4541-8

L'employeur doit faire bénéficier les salariés, dont l'activité comporte des manutentions manuelles, d'une formation adéquate à la sécurité relative à l'exécution des opérations.

Les recommandations du réseau prévention portent sur la formation Prévention des Risques Liés à l'Activité Physique (PRAP) qui intègre une démarche de prévention comme pivot central.



FORMATIONS À LA PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX SALARIÉS CHIMIQUES, CANCÉROGÈNES, MUTAGÈNES ET TOXIQUES

Art. R4442-38, 70 et 87

Lorsque les résultats de l'évaluation des risques révèlent un risque pour la santé et la sécurité des salariés, l'employeur met en œuvre les mesures et les moyens de prévention. Il organise avec le CSE l'information et la formation à la sécurité des salariés...



FORMATIONS À LA PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX BRUITS

Art. R4431-2 et R4436-1

Les salariés concernés reçoivent les informations et une formation en rapport avec les résultats de l'évaluation des risques.



FORMATIONS AUX ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Art. R4323-106

L'employeur doit faire bénéficier les salariés devant utiliser un Équipement de Protection Individuelle (protection auditive, chaussures de sécurité, gants, harnais, masque de protection...), d'une formation et de renouvellements adéquats comportant un entraînement au port et à l'utilisation des EPI.

Autres formations

Il est à noter également que de nombreuses autres formations adaptées à chaque risque spécifique existent (autorisation de conduite, travaux en hauteur, atmosphère explosive...). L'employeur a, de manière générale, une obligation de formation et d'information à destination des salariés pour chacun des risques auxquels ils peuvent être exposés.

Documents complémentaires

Formation à la sécurité - Obligations réglementaires
ED 832 (INRS)